Décision n° 2018-0221
du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 14 février 2018
abrogeant la décision n° 2015-1594 en date du 9 décembre 2015
attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences assignées
dans la bande 406,1-430 MHz
à la société Airbus opérations
pour un réseau mobile indépendant
établi à Toulouse (31)

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 41 à L. 43, R. 20-44-5 à R. 20-44-11 et D. 406-5 à D. 406-17 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2017 relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2015-1594 du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 9 décembre 2015 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences assignées à la société Airbus opérations pour un réseau radioélectrique indépendant établi à Toulouse (31) ;

Vu la décision n° 2017-0383 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 21 mars 2017 modifiant la décision n° 2015-1160 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 1er mars 2017 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la demande en date du 14 décembre 2017 de la société Airbus opérations, reçue le 14 décembre 2017, complétée le 26 janvier 2018 ;

Décide :

Article 1. La décision n° 2015-1594 susvisée est abrogée à compter de la date de la présente décision. Les canaux correspondants tels que figurant à l'annexe de la présente décision sont restitués.

Article 2. Le directeur Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société Airbus opérations.

Fait à Paris, le 14 février 2018

Pour le Président et par délégation

Rémi STEFANINI
Directeur Mobile et Innovation